



Westminster & City News

NUMÉRO 12

Du 20 au 26 mars 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

La Banque d'Angleterre n'a pas annoncé de nouvelles mesures lors de la réunion de son comité de politique monétaire - Le comité de politique monétaire (MPC) s'est réuni le 25 mars et a voté à l'unanimité le maintien du taux directeur à 0,1 %. Ils ont également décidé de garder le niveau d'achat d'actifs à 200 Md£ comme annoncé lors de leur réunion exceptionnelle du 19 mars. Le MPC a indiqué qu'il complèterait son programme d'achat d'actifs dès que cela serait possible opérationnellement et qu'il se tenait prêt à injecter plus de liquidité dans l'économie si les conditions financières venaient à se dégrader. A ce stade, la Banque d'Angleterre s'attend à une chute importante du PIB britannique au premier semestre 2020, une inflation sous les 1 % d'ici avril et à une hausse du taux de chômage.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

L'inflation a légèrement ralenti en février - L'indice des prix à la consommation s'est établi à 1,7 % comme attendu, contre 1,8 % en janvier, en raison du ralentissement de la croissance des prix de l'alimentaire (- 0,2 pp) et de l'énergie (- 0,4 pp). En revanche, l'inflation sous-jacente a accéléré à 1,7 % contre 1,6 % en janvier. Les prévisions d'inflation ont été revues à la baisse pour 2020 par la plupart des économistes, pour prendre en compte la chute des prix de l'énergie dont notamment la baisse du prix du Brent. Dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19, la fermeture des magasins au Royaume-Uni devrait geler l'évolution des prix des biens et des services sur les prochains mois, ce qui compenserait la hausse du prix des biens importés engendrée par la dépréciation de la livre sterling. Sur l'année 2020, l'inflation devrait s'établir sous le niveau de 1 %.

La première estimation du PMI composite chute à son plus bas en mars - L'indice d'activité composite de l'institut Markit est tombé à 37,1 (contre 53 en février), sa chute la plus importante et son niveau le plus bas depuis sa création en 1997. Cette baisse a été principalement entraînée par la baisse du PMI du secteur des services, à 35,7 en mars contre 53,2 en février. Le PMI manufacturier est également passé en zone de contraction à 48 (contre 51,7 en février), mais a mieux résisté grâce à une hausse de la production alimentaire et pharmaceutique. Cette première estimation a été réalisée avec des données du 12 au 20 mars et ne prend pas encore en compte la fermeture des lieux publics et les mesures de confinement au Royaume-Uni. Le PMI sera donc probablement revu à la baisse pour mars, mais le niveau actuel pointe déjà vers une contraction importante de la croissance au T1 2020.

Les ventes au détail ont chuté de 0,3 % en février, en dessous du consensus de croissance de 0,2 % - La baisse des ventes hors magasin (- 2,8 %) a été la principale contribution négative, engendrée par un retard des commandes en provenance de Chine. Les autres données de février ne reflètent pas encore les effets du Covid-19, les comportements de stockage et la fermeture des magasins n'ayant commencé qu'en mars. Les ventes en magasin d'alimentation se sont contractées de 0,4 % en février alors que les ventes non-alimentaires ont augmenté de 0,1 %.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE

Les régulateurs continuent de faciliter l'accès aux liquidités par les entreprises - La BoE a [débloqué](#) de la liquidité d'urgence sur les marchés "repo" via un *Contingent Term Repo Facility* (existant sous cette forme depuis 2014) qui doit permettre aux banques d'emprunter sans limites sur les réserves de la banque centrale contre une série de collatéral - y compris des actifs moins liquides - pendant trois mois, afin d'atténuer les frictions observées sur les marchés monétaires. La BoE gèrera ce dispositif du 26 mars jusqu'au 2 avril. BoE, FCA et Trésor [appellent](#) aussi les banques et sociétés de crédit immobilier à soutenir les ETI qui ne sont pas éligibles aux régimes d'urgence de prêts garantis par l'Etat et sont exposées à des difficultés de rémunération de leurs employés, les mesures gouvernementales de subvention salariale n'entrant pas en vigueur avant la fin du mois prochain. A noter que le programme d'urgence destiné à aider les PME peine à se mettre en place, les banques ayant du mal à faire face au volume de demandes de renseignements. L'organisation sectorielle UK Finance a d'ailleurs exhorté les clients à ne pas appeler leur banque, sauf en cas de problème urgent.

Les superviseurs allègent leurs obligations prudentielles et réglementaires - La BoE a annulé ses tests de résistance (stress test) pour 2020, en cohérence avec la décision de réduction des coussins contracycliques à 0%, et ce afin de permettre aux banques de concentrer leurs efforts sur la mise à disposition de lignes de crédits aux ménages et aux entreprises. Par ailleurs, la FCA [autorise](#) les entreprises financières à décaler la publication de leurs états financiers provisoires jusqu'à 6 mois après la fin de l'année comptable, au motif que la base évolutive sur laquelle les entreprises font leurs déclarations doit être prise en considération. La FCA [maintient](#) néanmoins à ce stade l'objectif de transition du Libor (taux de référence du marché monétaire de différentes devises) vers le Sonia après fin 2021, mais reste vigilante quant aux conséquences de la crise sur le marché et aux possibles ajustements de la période transitoire.

La FCA publie ses recommandations sur les personnels « indispensables » dans les services financiers - Dans une [guidance](#) à destination des équipes dirigeantes du secteur financier, la FCA dresse la liste des *key workers* qui pourraient, par ailleurs, bénéficier des mesures d'accompagnement prévues par le gouvernement pour l'accueil des enfants malgré la fermeture des établissements scolaires. Sont ainsi considérées comme indispensables les fonctions managériales, les fonctions liées à la gestion et au suivi des services financiers en ligne, les fonctions de gestion des succursales pour la fourniture de services et d'assistance aux clients (y compris via des centres d'appels), et notamment l'accès aux espèces et autres services de paiement, les fonctions relatives à la mise en place des mesures d'urgence en matière de prêts aux entreprises et d'échelonnement de dettes, de gestion des réclamations et des renouvellements d'assurance, des plateformes de négociations, d'audit, de conformité et de gestions des risques, et les fonctions informatiques.

MARCHÉS FINANCIERS

La bourse de Londres panse ses plaies - Les premiers effets du Covid-19 se sont matérialisés sur la bourse de Londres il y a un mois. Entre le 24 février et le 12 mars, le [FTSE 100](#) avait enregistré de fortes baisses, rythmées par les deux krachs boursiers du lundi 9 (- 7,7 %) et du jeudi 14 mars (- 10,9%), avant d'afficher des performances en dents de scie entre le 15 et le 23 mars. Depuis quelques jours, l'indice se reprend : il a enregistré des gains importants mardi (+ 9 %) et mercredi (+ 4,5 %), et était stable jeudi 26 mars à mi-journée. Ce regain d'optimisme est notamment porté par l'annonce d'un accord entre le gouvernement et le Sénat américains concernant un plan de relance d'environ 2 000 Md£. Les performances relativement encourageantes de cette semaine laissent entrevoir une sortie de crise et la fin de l'orientation baissière à l'œuvre depuis un mois. En effet, l'incertitude autour du coronavirus se dissipe peu à peu : les investisseurs ont accepté le fait qu'une récession était inévitable, et se tournent désormais vers les opportunités qui se présenteront dans l'après-récession. Ainsi, l'appétit pour le risque commence à l'emporter face aux inquiétudes liées à la propagation du virus.

Le secteur britannique de la banque d'affaires souffre de la crise liée au coronavirus - Les frais perçus par les banquiers d'affaires pourraient diminuer de moitié au cours du premier semestre 2020, par rapport à l'année précédente, selon *Financial News*, car l'épidémie a des répercussions sur le cours des actions et la confiance des entreprises. Les effets du virus vont aggraver une crise de la négociation qui a déjà entraîné une baisse importante des recettes des fusions et acquisitions et des cotations en bourse. Par ailleurs, la crise a déjà eu un autre impact négatif sur les nouvelles embauches qui ont été suspendues, au moins jusqu'au second semestre 2020.

BANQUES & ASSURANCES

De nombreuses agences bancaires restent ouvertes malgré le confinement – A la suite de l'annonce de la fermeture de tout « commerce non essentiel » par le gouvernement, la PRA et la **FCA** ont recommandé aux banques et sociétés de crédit de garder ouvertes leurs succursales, considérées comme essentielles au bon fonctionnement de la société. En parallèle, la FCA a recommandé aux particuliers d'utiliser autant que possible les services en ligne, et de ne se rendre dans les agences que lorsque cela était absolument nécessaire. Malgré cela, de nombreuses succursales ont fermé temporairement, et les établissements ouverts ont pour la plupart réduit leurs horaires de travail. Elles ont également mis en œuvre des mesures de distanciation. Pour faire face à la forte augmentation des demandes de prêts et aux incertitudes quant à la disponibilité de son personnel pour les prochains mois, **Lloyds** par ailleurs a annoncé la suspension de la suppression de 780 emplois. Enfin, **UK Finance** a annoncé la hausse de la limite pour les paiements sans contact de 30 £ à 45 £ afin de limiter les interactions physiques dans les commerces, effective à partir du 1^{er} avril 2020.

Sur l'initiative du gouvernement, les moratoires sur les paiements pour les prêts à l'habitat se mettent en place – La **FCA** a encouragé les institutions financières à accepter les demandes de suspension des paiements sur les prêts sans entreprendre d'investigation particulière, en interdisant par ailleurs de facturer des frais pour cette opération. Les institutions s'inquiètent qu'un tel moratoire, qui mènera à un rééchelonnement des montants dus sur les mois restants, ne soit pas toujours dans l'intérêt des clients. Selon UK Finance, d'autres options, telles qu'une réduction des paiements mensuels ou le paiement des seuls intérêts, peuvent être plus pérennes. Il est cependant difficile pour les principaux prêteurs, qui croulent sous le **nombre de demandes**, de faire passer ce message. Lloyds a annoncé qu'en une semaine, plus de **70 000 clients** avaient bénéficié d'un moratoire allant jusqu'à trois mois sur leurs prêts à l'habitat. Enfin, à la demande des banques, le gouvernement a gelé le **marché de l'immobilier** jeudi.

Les assureurs devront déboursier plus de 275 M£ pour les annulations de voyage en lien avec le Covid-19 – La fédération des assureurs britanniques (ABI) s'attend à ce que plus de **400 000 demandes d'indemnisations** soient déposées par des voyageurs contraints d'annuler leurs projets à cause du Covid-19. En réponse à cet afflux de demandes, des assureurs (Axa, Post Office) **ont modifié leurs conditions** de sorte à ce que leurs polices ne couvrent plus, à l'avenir, les annulations en lien avec le Covid-19, tandis que d'autres (Aviva, LV, Direct Line) ont suspendu la vente de nouvelles polices d'assurance voyage. Par ailleurs, l'ABI a publié un **FAQ** très complet sur le traitement des demandes d'indemnisations en lien avec le Covid-19 par les assureurs. S'agissant des couvertures professionnelles, il sera compliqué pour la plupart des entreprises en difficulté de recevoir un dédommagement de la part de leurs assureurs, car la couverture contre les retombées économiques d'une épidémie n'est que très rarement incluse dans les contrats standards. Contrairement au secteur bancaire (*cf. supra*), aucun « geste » n'est actuellement prévu par le secteur assurantiel britannique pour soutenir les ménages et les entreprises.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 26 mars 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.